

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 27
Novembre 2009

« L'unité sera faite de la dignité antérieure
de chacun de nous. »

Jean Jaurès

Édito

TOUT LE MONDE EN PARLE

Le Congrès s'est ouvert hier sur un large consensus :

Tout le monde parle des difficultés sociales des salariés, et plus particulièrement des jeunes. Cependant, personne ne parle des causes de la crise. Le fondement de cette crise, c'est que les richesses produites par les salariés sont de plus en plus accaparés par le capital, et cela depuis vingt-cinq ans. Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit porter clairement la hausse des salaires. Le SMIC à 1600 euros net, c'est l'outil indispensable pour redistribuer les richesses.

Le Congrès s'est ouvert sur un large consensus :

Tout le monde parle de la nécessaire victoire en 2012. Cependant, personne ne parle des élections régionales. Alors que la Droite est aux abois, empêtrée dans ses affaires judiciaires, la Gauche doit être en mesure de porter de manière unitaire une politique qui apporte des réponses concrètes aux attentes majoritaires du peuple de gauche. La Gauche doit gagner les 26 Régions pour mener sur tout le territoire la même politique : relocalisation de l'économie, développement des services publics locaux, droit effectif à la santé sur tout le territoire.

Le Congrès s'est ouvert sur un large consensus :

Tout le monde parle de l'unité de la Gauche. Alors faisons-là sans attendre. Construisons-là partout, localement comme nationalement, avec l'ensemble de la jeunesse engagée à Gauche, et ce, sans exclusive. Montrons la marche à suivre à nos aînés : faisons naître une véritable maison commune de la Jeune Gauche qui porte, haut et fort, la voix de toute la jeunesse !

Le Congrès s'est ouvert sur un constat sans appel :

Il persiste des désaccords entre nos différentes sensibilités politiques. Loin de nous y perdre, nous devons nous retrousser les manches afin de porter devant l'ensemble des travailleurs quelques axes forts qui transformeraient notre existence comme celle de notre camp. Nous vous proposons de relever le défi collectivement en mettant en branle l'ensemble de l'organisation pour qu'émergent ces propositions.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit porter dès maintenant des revendications fortes pour la jeunesse afin qu'elles soient appliquées rapidement dans toutes les Régions. Si nous ne répondons pas à ces questions majeures, nous ne pourrions pas être crédibles aux yeux de la jeunesse.

Par la rédaction d'Unité

SOMMAIRE

L'UNITÉ,
UNE MÉTHODE ET UN BUT... P. 2
par Jean-François Claudon

DÉFENDRE L'ALLOCATION
D'AUTONOMIE...
ET EN DÉBATRE !..... P. 3
par David Torrès

POUR UN FRONT
DE TOUTE LA GAUCHE !..... P. 4

Numéro spécial

9^e Congrès
du MJS

Portons
la Gauche
au sommet

**Pour contacter
l'Offensive Socialiste :**

Marlène Collineau (rédaction
d'Unité) : 06 75 29 42 75

Johann Cesa (animateur fédéral
de la Loire) : 06 28 04 71 32

Julien Guérin (CNA) : 06 86 77 99 32

L'Unité, une méthode et un but

QU'ELLE est belle l'unité d'action de notre camp quand elle se déploie dans toute sa force ! Et efficace avec ça. Partout dans le monde, il n'est pas de victoire populaire, pas d'acquis démocratiques et sociaux qui n'aient été remportés sans lutte unitaire et frontale contre les classes dominantes. Qu'elles soient défensives, offensives, syndicales ou électorales, les grandes batailles ont toujours été gagnées par des salariés luttant au coude à coude. Quand le salariat est atomisé, divisé, sans perspective, les revers sont en revanche de taille, de la défaite sans combat face au nazisme en 1933 à celle des mineurs anglais face à Thatcher en 1983.

Car l'unité est un combat.

Contrairement aux détenteurs du capital, dont les intérêts sont naturellement unifiés par l'existence d'un taux moyen de profit et par la haine viscérale qu'ils vouent à toute forme de subversion, l'unité des salariés est à construire. Les libéraux ont beau tenter de nous diviser en nous montant les uns contre les autres – salariés du public contre ceux du privé, titulaires d'un CDI contre précaires, blancs contre noirs, hommes contre femmes –, l'unification de notre camp n'a peut-être jamais été aussi aisée, car le salariat n'a jamais été aussi homogène qu'actuellement.

Le salariat, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs vendant leur force de travail pour vivre, c'est plus de 90 % de la population active dans la France de 2007. Le salaire médian est actuellement de 1500 euros net et la grande majorité des salariés français gagne entre 1000 et 3000 euros par mois. Les intérêts d'un ouvrier de l'industrie, d'une caissière d'hypermarché, d'un travailleur intellectuel et d'un cadre n'ont sans doute jamais convergé de façon si nette !

Transformer les aspirations profondes des salariés en revendications précises et concrètes, telle est la tâche du syndicat.

Elle est décisive car, face à l'âpreté de l'exploitation, les travailleurs sont presque instinctivement amenés à se regrouper pour résister. Et la défense de nos conditions de travail, même les plus élémentaires, nous permet de prendre toujours un peu plus conscience de notre force, tout en affaiblissant, même partiellement, le patronat. Se défendre dans notre monde en crise, c'est déjà passer à l'offensive.

Pour l'emporter, la lutte syndicale se doit d'être unifiante dans les revendications qu'elle

porte, mais le syndicalisme doit lui-même être l'exemple vivant de l'unité sociale des salariés.

Se battre pour l'unité syndicale, c'est bien sûr se battre sans relâche pour la réunification d'un syndicalisme bien trop éclaté, mais c'est aussi respecter l'indépendance syndicale telle qu'elle est définie dans la charte d'Amiens. Cette indépendance, ce n'est pas la séparation stricte d'avec le politique et encore moins le choix désastreux de l'apolitisme. C'est même tout le contraire ! En refusant de se subordonner à un parti politique, quel qu'il soit, le syndicalisme reconnaît du même coup la liberté d'opinion politique de ses membres ainsi que leur droit à se regrouper par affinité idéologiques, à condition que les décisions relevant du syndicat soient prises en son sein et non à l'extérieur.

L'unité sans exclusive dans le mouvement social contre le patronat pose nécessairement à terme la question d'un débouché politique contre la droite.

C'est en ce sens que l'apolitisme syndical est un non-sens, puisque toute mobilisation d'ampleur pose à terme la question du pouvoir. La gauche s'est nourrie de victoires sociales pour se hisser au pouvoir en 1981, 1988 et 1997. Il faudra renouveler ce schéma en 2012 ! Mais pour l'emporter, il faudra également rassembler le peuple de gauche derrière un programme commun, discuté démocratiquement et doté de mesures fortes en phase avec les aspirations des salariés.

Unité du salariat dans les luttes et programme commun de toute la gauche, voilà les deux conditions pour, cette fois, commencer vraiment à « changer la vie » !

Par Jean-François Claudon (75)



Défendre l'allocation d'autonomie...

Et en débattre !

LA « VIEILLESSE » était la classe d'âge la plus touchée par la pauvreté avant la guerre. La sécurité sociale mise en place par le CNR après 1945 a complètement changé la donne. Les retraités bénéficient aujourd'hui de la retraite par répartition et la pauvreté parmi les plus âgés a baissé (bien que cela soit remis en cause par les réformes successives du régime des retraites). Dans le même temps, l'entrée des jeunes sur le marché du travail a été peu à peu, mais durablement, repoussée. Les causes en sont l'allongement de la durée des études et la crise structurelle du capitalisme qui, depuis les années 70, génère un taux de chômage particulièrement élevé dans la jeunesse et qui augmente encore avec la crise actuelle.

Le constat est alarmant : aujourd'hui, on trouve le taux de pauvreté le plus élevé dans la classe d'âge des jeunes.

Il n'y a qu'une seule tranche d'âge qui ne bénéficie pas de statut : la jeunesse. Les jeunes n'ont donc droit à aucune protection sociale (mise à part la Sécurité sociale). Seule une fraction d'entre eux bénéficie du système des bourses. Ce système est tout à fait insuffisant : il faut être étudiant pour en bénéficier, ce qui ne concerne qu'une partie de la jeunesse. De plus, ces bourses dépendent du revenu des parents, ce qui implique une dépendance des jeunes vis-à-vis de leurs parents. Enfin, l'enveloppe globale attribuée à l'aide sociale étudiante ne dépend que du bon vouloir de l'État, ce qui fait de ce système un système d'assistance. Il s'oppose à celui que nous voulons mettre en place : un système de solidarité.

Il faut donc remplacer ce système par une véritable protection sociale de la jeunesse.

La protection sociale vise à couvrir l'individu des « risques sociaux ». Un « risque social » est une situation qui empêche l'individu de travailler et donc d'avoir un revenu pour vivre. Ainsi, quand une femme est enceinte, elle « subit » un « risque social », appelé « risque grossesse » et est couverte par la Sécurité sociale.

Être en formation, c'est être en incapacité temporaire de travailler et d'avoir un revenu, cela correspond à la définition que donne la sécurité sociale d'un « risque social ». Ceci appelle la mise en place d'une nouvelle branche « jeunesse » de la sécurité sociale chargée de distribuer l'allocation d'autonomie pour toute la jeunesse en formation.

Les cotisations sociales financent la sécurité sociale. Or, ces cotisations proviennent avant tout du travail des salariés (cotisations salariales). Des économistes (J-P. Piriou, B. Friot) les qualifient de salaire indirect puisqu'elles sont prélevées sur les salaires et profitent à tous. C'est donc une partie du salaire qui est mutualisée. C'est pourquoi il s'agit d'un système qui repose sur la solidarité, et non sur l'assistanat ou la charité. Le financement de l'allocation d'autonomie doit donc se faire par un prélèvement sous forme de cotisations sociales. Prélèvement mutualisé dans une caisse de la sécurité sociale et redistribué à tous les jeunes en formation.

Un tel système est un vrai système de solidarité sociale car les jeunes auraient alors le statut de « travailleur en formation » et seraient couverts par la sécurité sociale. Les salariés actuels cotiseraient alors pour les futurs salariés comme ils cotisent aujourd'hui pour les anciens salariés. Enfin, les jeunes en formation sont eux aussi concernés par la solidarité sociale puisqu'ils sont eux-mêmes de futurs cotisants comme les retraités sont d'anciens cotisants. Cette allocation d'autonomie doit profiter aux jeunes en formation, quels que soient les revenus des parents, car tous sont de futurs actifs, et donc potentiellement de futurs cotisants. Le montant, fixé sur une base commune, car à la différence des retraites, nous ne pouvons pas estimer le montant des cotisations futures des jeunes qui dépend de leur futur salaire, pourrait également être adossé à d'autres dispositifs d'aides indirectes.

L'allocation d'autonomie doit être sans cesse défendue par les jeunes socialistes.

Sa mise en place changerait radicalement la situation de la jeunesse. Elle permettrait enfin à tous, quelle que soit son origine sociale, de faire des études. Ce serait un moyen extrêmement puissant de lutte contre la sélection sociale intense qui s'effectue particulièrement dans les études supérieures. L'allocation d'autonomie apporterait une réponse à la reproduction sociale très forte de nos sociétés. À nous d'avoir la volonté politique de nous battre pour en faire une réalité.

Par David Torrès (31)

Comité de rédaction : **Numéro 27 | novembre 2009**
Johann Cesa (42) **courriel :** offensive.socialiste@gmail.com
Thomas Chavigné (31) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.
Marlène Collineau (44) **Photographies et dessins :**
Tunjaï Cilgi (64) p. 2 : 1er mai à Saint Étienne CC-by-sa NN
Jean-François Claudon (75)
Cédric Gouin (03) Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.
Julien Guérin (43)
Yoann Rouvière (43)
Ernest Simon (44)
David Torres (32)
Maquette :
Nicolas Nocet (44)
Marlène Collineau (44)

Lisez **Unité,**
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Pour un front de toute la gauche !

POUR redevenir une alternative crédible et un espoir pour les salariés et la jeunesse, la gauche doit tirer les leçons de ses passages au pouvoir. Elle doit sortir des vieilles recettes sociales-libérales qui l'ont détournée de son projet : la rupture avec le capitalisme. Pour cela, il est indispensable de fermer la « parenthèse » libérale, ouverte en 1983, qui a conduit la gauche sur un terrain qui n'était pas le sien : blocage des salaires, privatisation des services publics et orthodoxie monétaire.

La crise actuelle du capitalisme prouve aux yeux de tous que ces choix malheureux nous mènent à l'impasse. Ce sont précisément les politiques libérales fondées sur l'abaissement du « coût » du travail d'un côté et sur la dérégulation de la finance de l'autre qui sont les principaux ressorts de la crise. Ainsi, loin des gesticulations de Sarkozy au *G Vain*, il s'agit aujourd'hui, pour la gauche, de mettre un terme à la dictature des actionnaires en s'appuyant sur la force sociale majoritaire dans notre pays : les salariés.

Pour satisfaire leur attente grandissante, une seule solution : la redistribution !

Répartir autrement les richesses, cela signifie d'abord augmenter massivement les salaires, à commencer par le SMIC à 1600 euros. Soulageant les ménages et dopant l'activité, cette mesure-phare contribuera en outre à détruire les racines du mal, puisqu'en diminuant les profits, on assèche les flux nourrissant la finance de marché. Pour les mêmes raisons, nous prônons une vision offensive des 35 h, sans perte de salaire et sans contrepartie en terme de flexibilité. La durée réelle du travail doit en outre se rapprocher au maximum des 35 h légales. S'attaquer aux heures sup chères à Sarko, c'est le seul moyen dont nous disposons pour partager le travail entre les salariés et s'attaquer frontalement au chômage de masse. Travailler moins et mieux pour travailler tous, tel est notre mot d'ordre.

C'est pourquoi nous défendrons bec et ongles la retraite à 60 ans, véritable acquis de civilisation. Les régimes sont déficitaires ? Qu'à cela ne tienne ! La gauche ne doit plus avoir peur de dire qu'il faut faire payer les profits ! Augmentons

les cotisations patronales, augmentons les salaires et nous sauverons le système solidaire ! Nous récupérerons du même coup les 10 points sur le partage de la valeur ajoutée que le capital a réussi à siphonner depuis les années 80.

1600, 35, 60 : ces trois mesures fortes, associées à la défense des services publics et de la laïcité, constituent le socle du programme d'urgence qui nous mènera ensemble à la victoire !

Car s'organiser collectivement à gauche pour battre la droite est une impérieuse nécessité. La gauche sociale a su se rassembler pour poser le rapport de force dans la rue, lors des grandes manifestations du début de l'année. Ce qui a manqué à ces mouvements sociaux, c'est un réel débouché politique pour battre Sarkozy.

L'unité des partis de gauche est la seule force capable d'offrir une alternative.

S'appuyant sur ces mobilisations sociales, la gauche se doit d'incarner la représentation politique du salariat. Comme il n'y a qu'un salariat qui partage des intérêts communs, il ne doit y avoir qu'une seule gauche unie derrière un programme commun de gouvernement discuté publiquement devant les salariés. D'ailleurs, au-delà des postures, ce programme existe déjà. Toute la gauche se prononce pour l'augmentation des salaires, pour la défense et l'extension des services publics, mais aussi contre les licenciements boursiers. Cette unité – appelons-la comme nous voulons, pourquoi pas un front de toute la gauche –, l'important est qu'elle se fasse sans exclusive. Certains veulent l'unité à gauche, mais sans les socialistes. Peut-on vraiment parler d'unité de la gauche en excluant son principal parti ? Non ! Pas plus qu'en y intégrant le Modem par le biais de primaires paillettes sans programme !

C'est toute la gauche, mais rien que la gauche, du PS au NPA, qui doit dès aujourd'hui se rassembler derrière un projet de rupture pour préparer l'après-Sarkozy.

**Tribune parue
dans l'Humanité
du 20 octobre 2009**